

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA DIRECT BANK

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 89 198 952 €.
Siège social : 5 place de la Pyramide - Tour Ariane La Défense - 92800 Puteaux
384 288 890 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale du 23 mai 2018

I. — Bilan

En milliers d'euros

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques centrales	1	53 015	29 503
Effets publics et valeurs assimilées	2	794 077	930 704
Créances sur les établissements de crédit	3	7 140 647	5 848 696
Opérations avec la clientèle	4	316 526	57 891
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	370 088	825 805
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	6	6 258	2 911
Parts dans les entreprises liées	6	12 964	12 964
Immobilisations incorporelles	7	219 334	211 185
Immobilisations corporelles	7	2 087	1 337
Autres actifs	8	19 826	16 152
Comptes de régularisation	9	21 354	18 460
Total		8 956 176	7 955 610
Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	10	1 058 525	328 974
Opérations avec la clientèle	11	7 528 962	7 279 365
Autres passifs	12	27 116	19 808
Comptes de régularisation	13	20 494	16 823
Provisions	14	1 599	462
Dettes subordonnées		0	42
Capitaux propres hors FRBG	15	319 480	310 136
Capital souscrit		89 199	89 199
Primes d'émission		203 853	203 853
Réserves		4 062	3 613
Report à nouveau		13 022	4 498
Résultat de l'exercice		9 344	8 973
Total		8 956 176	7 955 610
Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	18	335 976	282 817
Engagements de financement		111 445	59 664
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		224 531	223 153
Engagements reçus	18	529 490	289 175
Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie		304 960	65 988
Engagements sur titres		224 531	223 187
Instruments financiers à terme	19	0	10 000

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	20	100 306	92 980
Intérêts et charges assimilées	20	-18 649	-26 808
Revenus des titres à revenu variable	21	0	427
Commissions (produits)	22	79 862	60 631
Commissions (charges)	22	-19 706	-15 361
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	23	-87	89
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	23	1 749	6 281
Autres produits d'exploitation bancaire		2 088	2 762
Autres charges d'exploitation bancaire		-2 582	-1 077
Produit net bancaire		142 981	119 923

Charges générales d'exploitation	24	-114 292	-95 445
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-7 530	-2 438
Résultat brut d'exploitation		21 159	22 040
Coût du risque	25	-998	-365
Résultat d'exploitation		20 161	21 675
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	26	-7	2 709
Résultat courant avant impôt		20 154	24 384
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	27	-10 810	-15 411
Résultat net		9 344	8 973

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 qui s'élève à la somme de 9 344 208,59 euros, auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent de 13 022 290,05 euros, soit un total disponible de 22 366 498,64 euros, de la manière suivante :

Dotation à la réserve légale	467 210,43 €
Distribution aux actionnaires (0,265 € / action) dividendes payables avant le 31 mai 2018	3 939 620,38 €
Solde en report à nouveau	17 959 667,83 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes qui ont été mis au paiement au titre des trois derniers exercices ont été de :

Exercice	Nombre total d'actions	Dividende distribué	Dividende global
2014	10 821 439	0 € *	0 €
2015	14 866 492	2,33 € *	34 638 926,36 €
2016	14 866 492	0 € *	0 €

(*) Sur le plan fiscal, ce dividende ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques, à l'abattement prévu à l'article 158, 3. 2o du code général des impôts, calculé sur la totalité de son montant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux compte sociaux

1- Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

1-1 Cadre juridique et financier

La société Arkea Direct Bank, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé à Paris, exerce une activité de courtage en ligne de produits financiers et de banque en ligne pour la clientèle de particuliers. Elle dispose d'une succursale en Belgique sous l'appellation commerciale Keytrade Bank et d'une succursale en Suisse sous l'appellation Strateo.

1-2 Faits marquants de l'exercice

Néant

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

2-1 Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2-2 Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les comptes de Arkea Direct Bank sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, la société Arkea Direct Bank applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC), des commissions de renégociation et des indemnités de remboursement anticipé sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et respectant les conditions suivantes : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

La différence positive entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations, des obligations structurées et du mali affecté aux obligations pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » ou de la catégorie "titres de transaction" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque ».

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent de l'activité de portefeuille les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de la société émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il s'agit notamment des titres détenus dans le cadre de l'activité de capital-développement.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés à la valeur la plus basse entre leur coût d'acquisition et leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est calculée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est calculée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit sur l'exercice de l'option se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
-----------	-----------------------

Gros œuvre bâtiments administratifs	50 ans
Gros œuvre agence	25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	10 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel d'exploitation	3 à 8 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans
Matériel de sécurité	2 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Logiciel	3 à 10 ans
Logiciel interne	2 à 9 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la direction européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus valeurs latentes sur les actifs sous jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Le mali technique de fusion est amorti selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions que les actifs auxquels il est affecté (art.745-7 du PCG). Chaque quote-part du mali affectée à un actif sous-jacent subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle de l'actif sous-jacent devient inférieure à sa valeur nette comptable, majorée de la quote-part de mali affectée. La dépréciation est imputée en priorité sur la quote-part du mali technique.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué de la clientèle et des éléments non identifiables d'un fonds de commerce n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité.

Conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015 :

– En tant que de besoin, la relation clientèle est amortie sur la durée de vie estimée sur la base d'un taux d'attrition, et fait l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur objectif de perte de valeur.

– Les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels. Ce test d'impairment est réalisé actif par actif ou globalement si le fonds est indissociable de l'activité. Il peut faire intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques notamment :

- le recours à l'actif net réévalué ;
- le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ;
- le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.

Les tests menés au 31.12.2017 n'ont pas permis de relever d'indice de dépréciation nécessitant la comptabilisation d'une dépréciation dans les comptes annuels.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Arkea Direct Bank applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux ».

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées. Lors des arrêtés de comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Caisses, Banques Centrales

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Caisses	96	89
Banques centrales	52 919	29 414
Total	53 015	29 503

Note 2. Effets publics et valeurs assimilées

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	774 914		774 914	904 344		904 344
Mali affecté	12 585		12 585	17 467		17 467
Créances rattachées	7 114		7 114	8 975		8 975
Total brut	794 613	0	794 613	930 786	0	930 786
Dépréciations	-536		-536	-82		-82
Total net	794 077	0	794 077	930 704	0	930 704
Plus et moins-values latentes	6 735		6 735	34 045		34 045
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	57 360		57 360	46 250		46 250

Les titres détenus sont cotés.

Le mali est affecté aux plus-values latentes du portefeuille effets publics pour un montant brut de 12 585 milliers d'euros. Il est déprécié à hauteur de 431 milliers d'euros.

Note 3. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	862 040		862 040	926 372		926 372
Prêts, valeurs reçues en pension		6 233 406	6 233 406		4 877 124	4 877 124
Créances rattachées		45 201	45 201		45 200	45 200
Total	862 040	6 278 607	7 140 647	926 372	4 922 325	5 848 696

Note 4. Opérations avec la clientèle actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	295 362	29 210
Créances rattachées	331	
Comptes ordinaires	19 650	27 290
Créances rattachées	188	165
Créances douteuses	3 923	3 469
Dont douteux compromis	2 039	2 743
Dépréciations	-2 928	-2 242
Dont dépréciation s/ douteux compromis	-1 472	-1 785
Créances rattachées		
Total	316 526	57 891

La hausse des prêts et crédits est liée au développement de l'offre de crédit immobilier en France et en Belgique.

Le taux de couverture de provisions sur les créances douteuses s'élève à 75 % contre 65 % en 2016. Par rapport au total des créances, le taux de couverture est de 1 % contre 4 % en 2016.

Note 5. Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)		361 575		361 575		807 829		807 829
Mali affecté		3 809		3 809		9 578		9 578
Créances rattachées		5 187		5 187		11 062		11 062
Total brut	0	370 571	0	370 571	0	828 469	0	828 469
Dépréciations		-483		-483		-2 664		-2 664
Total net	0	370 088	0	370 088	0	825 805	0	825 805
Plus et moins-values latentes		2 382		2 382		13 760		13 760
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement		31 902		31 902		43 655		43 655

La part des titres cotés est de 97 % contre 95 % pour 2016.

En 2017, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres."

Le mali est affecté aux plus-values latentes du portefeuille obligations et autres titres à revenu fixe pour un montant brut de 3 809 milliers d'euros. Il est déprécié à hauteur de 366 milliers d'euros.

Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Participations				
Valeur brute	0			0
Dépréciations	0			0
Valeur nette	0	0	0	0
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	2 911	3 348		6 259
Dépréciations	0			0
Valeur nette	2 911	3 348	0	6 259
Entreprises liées				
Valeur brute	3 400			3 400
Mali affecté	9 565			9 565
Dépréciations	0			0
Valeur nette	12 965	0	0	12 965

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre dans les autres titres détenus à long terme le certificat au fonds de garantie pour 5 937 milliers d'euros.

La rubrique entreprises liées concerne exclusivement les titres de la filiale Keytrade Luxembourg détenus par Keytrade Bank.

Le mali est affecté aux plus-values latentes sur les entreprises liées pour un montant de 9 565 milliers d'euros.

Liste des filiales et participations :

En milliers d'euros

Dénomination, adresse des sociétés	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital			
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)			
Keytrade Luxembourg 62 Rue Charles Martel, 2134 Luxembourg	100%	14 198	943
2. Participations (détenues entre 10 % et 50 %)			

Opérations avec les entreprises liées :

En milliers d'euros	Entreprises liées	
	31/12/2017	31/12/2016
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital		
Engagements donnés		
De financement		
De garantie		
Total engagements donnés	0	0
Engagements reçus		
De financement	0	0
De garantie	40 000	41 000
Total engagements reçus	40 000	41 000

Au 31 décembre 2017, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre Arkea Direct Bank et des

parties liées.

Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	69 239	15 139	-46	84 332
Mali affecté	154 517			154 517
Amortissements	-12 571	-6 990	46	-19 515
Montant net	211 185	8 148	0	219 334
Immobilisations corporelles				
Montant brut	9 514	1 373	-78	10 808
Amortissements	-8 176	-591	46	-8 721
Montant net	1 337	782	-32	2 087

Les immobilisations incorporelles sont composées à 86 % de fonds de commerce (y compris mali affecté) à fin 2017.

Le mali est affecté à hauteur de 20 700 milliers d'euros à la marque Keytrade et à hauteur de 133 817 milliers d'euros au fonds de commerce (dont 46 700 milliers d'euros affecté au portefeuille clients). Ce dernier a été amorti pour 4 100 milliers d'euros en 2017.

Fonds de commerce (brut)

Eléments constitutifs	Achat	Reçu en apport	Cessions	Amortissement	Montant global
Fusion Fortuneo Direct Finance		26 720			26 720
Achat d'activité Cortal Consors Belgique	18 562		-75		18 487
Mali affecté Fusion Keytrade Bank SA		133 817		-4 100	129 717
Achat d'activité Rabobank	11 372				11 372
Autres	1 425	2 196	-573		3 048
Total	31 359	162 733	-648	-4 100	189 344

Le portefeuille clientèle Rabobank est comptabilisé selon un coût d'entrée provisoire conformément à la clause contractuelle de fixation du prix de vente.

Concernant la ligne Autres, un protocole de cession relatif au portefeuille Cenavia a été signé le 1/12/17 avec un objectif de cession finale au 28/02/18.

Note 8. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Etat	3 555	2 777
Prime épargne-logement		
Impôts différés actifs		
Opérations sur titres	31	0
Primes versées sur instruments conditionnels achetés		
Dépôts de garantie versés	8 495	5 898
Autres débiteurs divers	7 745	7 477
Capital souscrit non appelé		
Total	19 826	16 152

Note 9. Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs à l'encaissement	3 178	2 817
Comptes d'ajustement	0	-3
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture		
Charges constatées d'avance	1 196	577
Produits à recevoir	16 618	15 069
Comptes de régularisation divers	362	0
Total	21 354	18 460

Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	130 141	0	130 141	118 861	0	118 861
Emprunts et valeurs données en pension	0	60 500	60 500	0	199 250	199 250
Titres donnés en pension livrée		867 324	867 324		10 000	10 000
Dettes rattachées	92	468	560	88	775	863
Total	130 233	928 292	1 058 525	118 949	210 025	328 974

Note 11. Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	5 265 318		5 265 318	5 426 839		5 426 839
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	12 047		12 047	16 411		16 411
Comptes ordinaires	2 241 935		2 241 935	1 825 166		1 825 166
Comptes à terme et emprunts		9 412	9 412		10 912	10 912
Titres donnés en pension livrée			0			0
Dettes rattachées	10	240	250	37	0	37
Total	7 519 310	9 652	7 528 962	7 268 453	10 912	7 279 364

Note 12. Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	60	0
Etat	11 476	11 290
Rémunérations dues au personnel	2 646	1 902
Charges sociales	2 045	1 502
Divers	10 889	5 114
Total	27 116	19 808

Note 13. Comptes de régularisation - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	1 490	1 998
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	18 947	12 757
Comptes d'ajustement		1 804
Comptes de régularisation divers	57	265
Total	20 494	16 823

Note 14. Provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/12/2017
Provisions pour engagement de retraite	177	13	0	-60	130
Autres provisions	285	1 230	0	-46	1 469
Risques opérationnels de l'activité clientèle	285				0
Total	462	1 243	0	-106	1 599

Note 15. Capitaux propres hors FRBG

En milliers d'euros	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	89 199			89 199
Prime de fusion	1			1
Prime d'émission	203 853			203 853
Total réserves	3 613	449	0	4 062
Réserve légale	3 613	449		4 062
Réserves facultatives et statutaires				
Réserves plus-values à long terme				
Autres réserves				
Provisions réglementées				
Ecart de réévaluation				
Report à nouveau créditeur	4 498	8 524		13 022
Report à nouveau débiteur	0			
Résultat de l'exercice	8 973	-8 973	9 344	9 344
Dividendes versés				
Total	310 136	0	9 344	319 480

Le capital est composé de 14 866 492 actions ordinaires d'une valeur nominale de 6 euros chacune souscrites en numéraire et entièrement libérées.

Note 16. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

En milliers d'euros	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	1 088 790	329 506	2 605 122	3 072 028	45 201	7 140 647

à vue	862 040					862 040
à terme	226 750	329 506	2 605 122	3 072 028	45 201	6 278 607
Créances sur la clientèle	44 188	12 489	60 459	198 065	1 325	316 526
créances commerciales et autres concours à la clientèle	24 350	12 489	60 459	198 065	331	295 694
autres concours à la clientèle						0
comptes ordinaires débiteurs	19 838				994	20 832
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 023	50 772	220 342	68 764	5 187	370 088
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	196 704	295 574	420 244	145 535	468	1 058 525
à vue	130 233					130 233
à terme	5 500	15 000	40 000		468	60 968
Opérations sur titres	60 971	280 574	380 244	145 535		867 324
Opérations avec la clientèle	7 507 531	1 961	7 182	52	12 236	7 528 962
comptes d'épargne à régime spécial	5 265 318				12 047	5 277 365
à vue	5 265 318				12 047	5 277 365
à terme						
autres dettes	2 242 213	1 961	7 182	52	189	2 251 597
à vue	2 241 936				9	2 241 945
à terme	277	1 961	7 182	52	180	9 652
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
bons de caisse						0
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						0
emprunts obligataires						0

Note 17. Actifs et passifs en devises

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2017 à 301 830 milliers d'euros et 301 312 milliers d'euros.

Note 18. Engagements de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	335 976	282 817
Engagements de financement	111 445	59 664
en faveur des établissements de crédit		
en faveur de la clientèle	111 445	59 664
Engagements de garantie	0	0
d'ordre d'établissements de crédit		
d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	224 531	223 153
autres engagements donnés	224 531	223 153
Engagements reçus	529 490	289 175
Engagements de financement	0	24 988
reçus des établissements de crédit		0
reçus de la clientèle		24 988
Engagements de garantie	304 960	41 000
reçus des établissements de crédit	40 000	41 000
reçus de la clientèle	264 960	0
Engagements sur titres	224 530	223 187
autres engagements reçus	224 530	223 187

Note 19. Opérations sur instruments financiers à terme

Valeur nominale des contrats :

Par nature

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes						
Opérations sur marchés organisés						
contrats de taux			0			0
contrats de change			0			0
autres opérations		0	0		0	0
Opérations de gré à gré						
accords de taux futurs			0			0
swaps de taux			0	10 000		10 000

swaps financiers			0			0
autres opérations			0			0
Opérations conditionnelles						
Opérations sur marchés organisés						
Options de taux						
achetées			0			0
vendues			0			0
Options de change						
achetées			0			0
vendues			0			0
Autres options						
achetées			0			0
vendues			0			0
Opérations de gré à gré						
Contrats de taux plancher/plafond						
achetés			0			0
vendus			0			0
Options de taux, change et autres						
achetées			0			0
vendues			0			0
Total	0	0	0	10 000	0	10 000

Juste valeur

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Instruments de taux		-5 893
Autres options		
Total	0	-5 893

Note 20. Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	91 973	-2 171	89 576	-1 404
Opérations avec la clientèle	2 001	-16 240	444	-24 893
Effets, obligations et autres titres à revenu fixe	6 270		2 842	
Autres opérations	61	-238	118	-511
Total	100 305	-18 649	92 980	-26 808

Note 21. Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenu variable		
Activité de portefeuille		
Participations et autres détenus à long terme		427
Parts dans les entreprises liées		
Total	0	427

Note 22. Commissions

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	114	-427	62	-365
Opérations avec la clientèle	1 208		1 045	
Opérations sur titres		-7 808		-6 796
Opérations de change	3 318		1 488	-214
Opérations sur hors-bilan		-40		-85
Prestations de services financiers	75 222	-11 431	58 037	-7 901
Total	79 862	-19 706	60 631	-15 361

Note 23. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille

Portefeuilles de négociation :

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transaction		
Opérations de change	-87	82

Opérations sur instruments financiers à terme		
De taux d'intérêt		
De cours de change		
Divers		7
Total	-87	89

Portefeuilles de placement et assimilés :

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	4 305	7 799
Moins-values de cession	-4 284	-21
Dotations aux dépréciations	-457	-1 497
Reprises des dépréciations	2 185	
Total	1 749	6 281

Note 24. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	-36 332	-25 886
Salaires et traitements	-23 344	-16 566
Charges sociales	-9 258	-6 423
dont charges de retraite	-904	-832
Intéressement et participation	-2 082	-1 362
Impôts et taxes afférentes	-1 648	-1 535
Autres frais administratifs	-77 960	-69 559
Impôts et taxes	-8 553	-9 002
Services extérieurs	-69 671	-60 770
Charges refacturées	264	214
Total	-114 292	-95 445

Le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 429 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Le CICE a permis d'assurer le développement de la société grâce à des investissements maîtrisés, incluant des investissements d'innovations et réglementaires.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

	Effectifs moyens	31/12/2017 Personnel salarié	31/12/2016 Personnel salarié
Employés		316	291
Cadres		178	167
Total		494	458

La rémunération allouée aux membres du conseil de surveillance s'élève à 14 milliers d'euros.

La rémunération versée au mandataire social d'Arkea Direct Bank n'est pas communiquée car elle correspond à une rémunération individuelle.

Note 25. Coût du risque

En milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
Créances	Dotations	-1 071	-575
	Reprises utilisées	175	374
	Reprises devenues disponibles	207	291
	Récupération sur créances amorties		
	Créances irrécouvrables couvertes	-196	-416
	Créances irrécouvrables non couvertes	-113	-39
Risques hors-bilan	Dotations		
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles		
Titres	Dotations		
	Reprises		
Provisions pour autres	Dotations		
Risques et charges	Reprises		
Solde		-998	-365

Note 26. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Dotations aux dépréciations	Moins-values de cessions	Reprises des dépréciations	Plus-values de cessions	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles		-9		2	-7
Participations, autres titres détenus à long terme					0
Parts dans les entreprises liées					
Total	0	-9	0	2	-7

Note 27. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Charge fiscale courante	-10 810	-15 411
Charge fiscale liée au contrôle fiscal		
Créance de carry back		
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	-10 810	-15 411
Résultat courant avant impôt	20 154	25 881
Taux effectif d'impôt	54%	60%

Les charges relatives à l'affectation du mali sur les titres sont non déductibles fiscalement et expliquent un taux effectif d'impôt élevé. Ce dernier serait de 31 % hors mali.

Le solde du report déficitaire Arkea Direct Bank France au 31 décembre 2017, après imputation du résultat fiscal de l'exercice dans la limite du plafond d'imputation, s'élève à 4 857 milliers d'euros.

Le solde du report déficitaire Strateo Suisse est de 6 334 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Note 28. Intégration fiscale

Arkea Direct Bank France est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 1er janvier 2016. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

Note 29. Comptes consolidés

Arkea Direct Bank exerce un contrôle exclusif sur la société Keytrade Luxembourg. Il n'y a cependant pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés car les comptes de cette dernière sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du Crédit Mutuel Arkéa (immatriculation : 775 577 018 RCS BREST), situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site : http://www.arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels

Note 30. Comptes Etablissement Belge en normes comptables belges

La succursale belge d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 5 919 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 73 213 milliers d'euros en 2017.

Note 31. Comptes Etablissement Belge en normes comptables françaises

La succursale belge d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 5 938 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 73 643 milliers d'euros en 2017.

Note 32. Comptes Etablissement Suisse en normes comptables suisses

La succursale suisse d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 78 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 812 milliers d'euros en 2017.

Note 33. Comptes Etablissement Suisse en normes comptables françaises

La succursale suisse d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 78 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 995 milliers d'euros en 2017.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société Arkéa Direct Bank,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Direct Bank relatifs relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion**- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

- Fonds de commerce et mali de fusion - Notes 6 et 7 et « Principes comptables et méthodes d'évaluation » des annexes sur les comptes annuels

Risque identifié :

Les postes « immobilisations incorporelles », « obligations et autres titres à revenus fixes », « effets publics et valeurs assimilés » et « parts dans les entreprises liées » intègrent des actifs incorporels relatifs à des composantes du fonds de commerce et/ou des mali de fusion pour une valeur de 235 207 M€.

Ces actifs sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :

- Pour actifs incorporels liés à des titres de placement, le cours de marché des actifs cotés sous-jacents ;
- Pour les autres actifs :
 - Le recours à l'actif net réévalué ;
 - Le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ;
 - Le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.

Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des actifs incorporels constituait un point clé de l'audit.

Approche d'audit :

Nous avons évalué les processus mis en œuvre par Arkéa Direct Bank pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation de ces actifs incorporels.

Nous avons fait intervenir nos experts en valorisation afin de :

- procéder à une analyse de cohérence entre les goodwill et parts dans les entreprises liées analysées et la méthode de valorisation retenue ;
- procéder à une analyse technique de la construction des modèles de valorisations ainsi que revoir les hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus ;
- Réaliser une vérification des cours de marché du portefeuille de titres de placement afin d'analyser les dépréciations nécessaires des mali.

Nous revoyons également les éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient extraits des plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées.

- Systèmes d'information

Risque identifié :

La fiabilité et la sécurité jouent un rôle clé dans la préparation de l'information financière. L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente un point clé de l'audit.

En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.

Approche d'audit :

Les travaux que nous avons mis en œuvre avec le support de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les éléments suivants :

- Compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ;
- Evaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de rapprochement automatique, de gestion des crédits et de gestion des activités de marchés, de gestion de la clientèle) ;
- Revue des écritures manuelles

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Arkéa Direct Bank par l'assemblée générale du 6 février 1992 pour le cabinet Sterenn et par l'assemblée générale du 28 avril 2010 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Sterenn était dans la 21ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 7ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de surveillance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons un rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de Surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de Surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Brest et à Courbevoie, le 27 avril 2018

Les commissaires aux comptes,

STERENN

Jean – Vincent COUSTEL

MAZARS

Virginie CHAUVIN

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n°94-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : ARKEA DIRECT BANK - Tour Ariane – 5, place de la Pyramide – 92800 Puteaux.